

ECONOMIC  
AND  
SOCIAL COUNCILCONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

RESTRICTED

E/AC.7/W.99  
28 July 1949

Original: FRENCH

Neuvième Session

Point 25

Dual DistributionDroits syndicaux (Liberté d'Association)

FRANCE : Projet de résolution

Le Conseil économique et social,

Rappelant les termes de la résolution de l'Assemblée générale N° 128(II) et de ses propres résolutions 84(V) et 193(VIII),

Prenant note de la résolution du Conseil d'Administration de l'Organisation internationale du Travail en date du 22 juin 1949,

Prehant acte avec satisfaction du fait que le Conseil d'Administration de l'Organisation internationale du Travail a estimé que la meilleure méthode pour défendre les droits syndicaux consiste à créer une Commission provisoire d'observation et de conciliation,

Charge le Secrétaire général de poursuivre ses consultations avec l'Organisation internationale du Travail dans le but d'établir à titre provisoire, et en attendant la mise en oeuvre d'autres procédures établies par des Conventions internationales, les modalités selon lesquelles l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale du Travail pourront concourir à la protection de la liberté syndicale,

Invite le Secrétaire général à rechercher notamment les conditions dans lesquelles pourrait être créée une commission d'enquête et de conciliation, dont la compétence s'étendrait à tous les Etats Membres des Nations Unies ou de l'Organisation internationale du Travail, et qui serait appelée à connaître des violations prétendues de la liberté syndicale,

Prie le Secrétaire général de prévoir, en consultation avec le Directeur de l'Organisation internationale du Travail, la composition de la commission susvisée avec le souci d'établir un organisme impartial et compétent dont les membres seraient désignés par le Conseil

AUG 15 1949

économique et social sur des présentations établies d'une part par la Commission des droits de l'homme, d'autre part par le Conseil d'Administration de l'Organisation internationale du Travail,

Invite le Secrétaire général à faire rapport au Conseil sur les résultats obtenus par ces consultations et à lui présenter un projet concernant l'organisation de la procédure de la commission envisagée.